

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

Paix - Travail – Patrie

-----  
**MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**  
-----

**REPUBLIC OF CAMEROON**

Peace- Work-Fatherland

-----  
**MINISTRY OF ECONOMY  
AND FINANCE**  
-----

Yaoundé le,

Réf : \_\_\_\_\_/MINEFI/STAT/DEM

**COMMUNIQUE RADIO**

Le Ministre de l'Economie et des Finances informe le public que le Gouvernement a lancé depuis le 14 août 2001 les opérations de la *Deuxième Enquête Camerounaise auprès des Ménages* (ECAM2). La collecte qui va durer quatre mois sur le terrain porte sur 12.000 ménages tirés au hasard et repartis sur toute l'étendue du territoire national.

Cette opération est d'une importance capitale pour la mise en place d'un dispositif permanent de suivi et d'évaluation des conditions de vie des ménages en général et du programme de réduction de la pauvreté en particulier. Eu égard à cette importance, le Gouvernement sollicite la collaboration de toutes les parties prenantes à cette opération en même temps qu'il remercie les populations pour la qualité des informations fournies lors de l'exécution des enquêtes précédentes.

C'est le lieu de rappeler que ce sont les informations tirées des précédentes enquêtes qui ont révélé entre autres qu'un camerounais sur deux était pauvre en 1996 et que les populations maîtrisent les causes et les déterminants de la pauvreté. Ces informations permettront d'élaborer les indicateurs ayant fondé l'admission du Cameroun à l'initiative PPTE.

Les ressources provenant de cette initiative sont de nature à renforcer les actions du Gouvernement telles que la suppression des contributions exigibles des parents d'élèves dans les établissements publics de l'enseignement primaire, l'intensification de la lutte contre le VIH/SIDA, l'instauration d'un programme national de Gouvernance et le Fonds routier pour la viabilisation des infrastructures de transport.

Pour consolider les acquis et assurer une gestion efficace du programme économique en cours, essentiellement axé sur le renforcement de la croissance et la réduction de la pauvreté, le Gouvernement invite les autorités administratives, les autorités locales, les forces de maintien de l'ordre, le secteur privé, la société civile, les chefs traditionnels, les médias, à faciliter chacun en ce qui le concerne, l'organisation du travail de collecte et la sensibilisation des ménages sélectionnés afin qu'ils fournissent toutes les informations sollicitées pendant les interviews.

**Ampliatiions :**

- Média
- Autorités administratives
- Autorités locales
- Chefs traditionnels
- Forces de maintien de l'ordre